

Georges Leroux

Professeur, département de philosophie, UQÀM

(2003)

“Lettre ouverte à Élie Wiesel.

La paix ne sera jamais réelle
si elle est la paix du plus fort.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Georges LEROUX

“Lettre ouverte à Élie Wiesel. La paix ne sera jamais réelle si elle est la paix du plus fort.”

Un article publié dans le journal **LE DEVOIR**, Montréal, édition du mardi, 25 mars 2003 – idées.

M LEROUX, professeur au département de philosophie de l'UQÀM, nous a accordé le 17 décembre 2006 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses publications.



Courriel : leroux.georges@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 27 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

1. Georges LEROUX, “[Lettre ouverte à Élie Wiesel](#). La paix ne sera jamais réelle si elle est la paix du plus fort.” Un article publié dans le journal LE DEVOIR, Montréal, édition du mardi, 25 mars 2003 – idées.
2. Élie Wiesel, “[Le Prix Nobel de la paix se prononce](#). Il fallait affronter l’Irak. — La paix est un choix impossible devant la force du mal.” Un article publié dans le journal LE DEVOIR, Montréal, édition du mardi, 25 mars 2003 – idées.

Georges Leroux

**“Lettre ouverte à Élie Wiesel.
- La paix ne sera jamais réelle si elle est seulement la paix du plus fort”.**

Un article publié dans le journal **LE DEVOIR**, Montréal, édition du mardi, 25 mars 2003 – idées.

<http://www.vigile.net/ds-Qc-monde/docs3/03-3-25-weisel-leroux-irak.html#leroux>

Cher Élie Wiesel,

[Retour à la table des matières](#)

Me souvenant de vos engagements courageux lors des guerres cruelles de Bosnie et du Kosovo et à la pensée du témoignage profond que toute votre oeuvre apporte en faveur de la paix et de la justice, je n'ai pu lire le texte de votre appui à l'intervention américaine comme s'il s'agissait d'une expression parmi d'autres du soutien à la politique du président Bush. Votre position, parce que c'est la vôtre autant que par les arguments que vous formulez, m'a beaucoup troublé. Les appuis à cette politique sont rares chez les intellectuels et même ceux, au nombre desquels je me compte, qui favorisaient les interventions en ex-Yougoslavie se montrent aujourd'hui réticents, voire franchement opposés à cette intervention unilatérale. Votre voix solitaire est cependant celle du peuple américain et, à travers vous, c'est ce peuple que nous pouvons entendre, puisque 60% de la population est favorable à la guerre. Pourquoi me semble-t-il impossible de vous suivre ? Pourquoi, comme tous ces marcheurs de la paix auxquels vous avez refusé de vous joindre, suis-je incapable de m'accorder avec vos arguments ?

Clarifions d'abord un point pour éviter les malentendus. Personne parmi les opposants à l'intervention qui se déroule actuellement ne doute que Saddam Hussein soit le tyran et le meurtrier que vous décrivez. Personne ne doute que son peuple soit opprimé, privé de droits et exclu de la prospérité à laquelle la richesse du pétrole devrait lui donner accès. Personne enfin ne pense sérieusement que Hussein soit un enfant de chœur et que son arsenal prohibé soit entièrement détruit. Personne ne pense non plus que les intentions des États-Unis soient pures et dépourvues d'intérêts économiques. Le mal que vous décrivez est un fait, c'est le fait réel et implacable du mal tyrannique dont l'histoire du vingtième siècle, de Staline à Pol Pot, de Hitler à Ceaucescu et Milosevic, a été le terrain de déploiement le plus constant. De toute cette histoire, vous avez été et continuez d'être le témoin souffrant, la conscience en appel, et votre témoignage exige de nous que nous écoutions vos arguments.

Morale et politique

Pourquoi cette intervention semble-t-elle néanmoins à la conscience populaire des pays autres que les États-Unis une erreur ? Pourquoi y a-t-il ces manifestations partout ? Je ne vous opposerai pas le fait que d'autres régimes tyranniques représentent ailleurs des souffrances pires ou comparables, qui exigeraient selon votre argument une intervention similaire. Deux raisons plus précises de s'opposer à la guerre actuelle peuvent être mises en avant : l'une est morale et concerne le risque, l'autre est politique et concerne l'évolution de l'ordre mondial.

Pour les motifs mêmes que vous décrivez, quand vous évoquez le pouvoir terrifiant d'une puissance irrationnelle, disposant d'armes létales de grande puissance, ne faut-il pas, avant d'engager la guerre, tenter de mesurer les effets d'un affrontement et en particulier la somme des souffrances humaines qui en découleront ? S'agissant du Moyen-Orient, une région dévastée par des guerres brutales et où on ne compte plus les camps de réfugiés, le destin des populations civiles déjà éprouvées par ces conflits, et en particulier celui des minorités comme les Kurdes qui risquent de devenir le butin vite dépecé par les forces en présence, n'exige-t-il pas de nous la plus extrême prudence ?

S'agissant de Saddam Hussein et de ce que vous-même décrivez comme sa folie, ne faut-il pas éviter une situation où cette folie ne chercherait que l'occasion de s'exercer ? La considération morale du risque humain semble donc ici déterminante. Qui peut mesurer en effet de manière rationnelle la déstabilisation qui découlera de cette intervention, pour ne rien dire de ses effets pernicioeux sur l'évolution du conflit israélo-palestinien ? Des souffrances sans nom attendent aussi bien les victimes que les masses de réfugiés qui se mettront sur les routes et les organisations humanitaires disent déjà qu'elles ne suffiront pas à la tâche.

La raison politique me semble cependant plus déterminante. Depuis les événements du 11 septembre, Goliath blessé ne sait plus comment frapper son adversaire évanescent. Il ne peut le saisir, mais il croit cependant le reconnaître partout. La notion d'un terrorisme international correspond exactement à cela, à ce mal insaisissable et diffus, mais au lieu d'en poursuivre l'éradication par une guerre meurtrière, ne faudrait-il pas nous engager, au sein des Nations unies, dans une concertation qui serait seule capable de donner à l'action politique une légitimité substantielle ? Les États-Unis, en envahissant l'Irak de manière purement préventive, le font en géant aveuglé.

La logique du terrorisme qu'ils affirment combattre affole en fait leur douleur, elle exacerbe leur ressentiment et se retournera avec plus de violence encore contre eux. Dans ce combat vindicatif, où la force militaire est le contraire de la force qui serait exigée pour investir politiquement une raison internationale, ne voient-ils pas comment ils ruinent les efforts de tous ceux pour qui la situation nouvelle du monde exige la construction d'un gouvernement universel, dont le mécanisme est d'abord la délibération et la démocratie ?

La décision récente du président Bush de poser un ultimatum à l'ONU constitue à cet égard le symptôme de la résistance américaine à une évolution démocratique universelle vers la paix. Par cet ultimatum, le gouvernement américain montre non seulement sa puissance bien réelle, mais aussi sa volonté d'imposer un ordre unilatéral et dominateur. S'opposer à la guerre, c'est refuser cette imposition unilatérale par la force et les souffrances inutiles qui en découleront.

S'en remettre à la force

L'opposition à cette volonté fait l'honneur d'États comme certains pays d'Europe ou le Canada qui, en dépit de leur peu de puissance militaire, ont le courage d'affronter le géant et de tenter de le ramener à la raison. Or la raison, dans le cas présent, c'est d'abord la légitimité de la délibération des Nations unies, qui représente le seul espoir de paix et de justice dans un monde violent. Retirer sa confiance aux Nations unies, les contourner, c'est s'en remettre à la force et en cela, comme le dit si bien Jacques Derrida dans son dernier livre, montrer que la raison du plus fort peut aussi être une raison dévoyée, une raison de voyou.

Même si cette force triomphe, ce qu'elle ne peut manquer de faire compte tenu de ses moyens, elle ne s'imposera pas comme la force de la raison, elle ne trouvera pas dans son triomphe la légitimité morale et politique qu'elle devrait rechercher en premier lieu, alors que la raison, qui sera humiliée par tant de violence, continuera de gémir dans nos coeurs, réclamant l'avènement d'une conscience universelle et la confiance en la démocratie des nations réunies pour la faire advenir.

Vous plaidez pour la force contre un mal qui vous paraît autrement invincible, je voudrais plaider pour la raison. Nul plus profondément que vous n'a éprouvé dans son corps et dans son âme la violence de la guerre et, comme citoyen américain, vous avez reçu le coup brutal du 11 septembre de manière plus directe que nous tous. Et cela, nous devons le comprendre, nous devons comprendre la peur que vous exprimez autant que le désir de justice qui vous porte vers l'intervention, mais au nom de tous ceux qui manifestent aujourd'hui pour la paix, je veux tenter de vous dire que la paix ne sera jamais réelle si elle est seulement la paix du plus fort, car elle doit aussi être une paix juste et légitime. Dans la nuit où nous veillons tous, illuminée par les bombes au phosphore, je vous adresse avec le plus grand respect cette parole, mais je ne cesse pas pour autant de méditer fraternellement vos convictions.

Élie Wiesel
(écrivain, Prix Nobel de la Paix)

**“Le Prix Nobel de la paix se prononce. Il fallait affronter l’Irak.
— La paix est un choix impossible devant la force du mal.”**

Un article publié dans le journal **LE DEVOIR**, Montréal,
édition du mardi, 25 mars 2003 – idées.

<http://www.vigile.net/ds-Qc-monde/docs3/03-3-25-weisel-leroux-irak.html>

[Retour à la table des matières](#)

Le texte d'Élie Wiesel qui suit est paru dans l'édition du 12 mars dernier du San Francisco Chronicle. Il a été traduit en français par Georges Leroux, qui lui répond dans une lettre que nous reproduisons ci-dessous.

En toute autre circonstance, j'aurais sans doute rejoint les rangs de ces marcheurs pour la paix qui, aux États-Unis et à l'étranger, ont organisé des manifestations contre l'invasion de l'Irak.

Après tout, n'ai-je pas été témoin d'assez de violence, n'ai-je pas vu assez l'horreur de la guerre pour m'y opposer corps et âme ? La guerre n'est-elle pas une cruauté absolue, la forme ultime de la violence ? Elle engendre inévitablement non seulement la perte de l'innocence, mais aussi une tristesse et un deuil infinis. Comment ne pas refuser le choix de la guerre ?

Pourtant, cette fois-ci, je soutiens la politique d'intervention du président G. W. Bush pour éradiquer le terrorisme international qui constitue, aux yeux de tous les peuples civilisés, la menace la plus grave de notre temps. Le président Bush a placé la guerre contre l'Irak

dans ce contexte; Saddam Hussein est en effet le tyran impitoyable d'un État voyou qui doit être désarmé par tous les moyens nécessaires s'il ne se soumet pas entièrement aux résolutions des Nations unies qui le mettent en demeure de désarmer. Si nous refusons cette intervention, nous nous exposons nous-mêmes à des conséquences terrifiantes.

En d'autres mots, ma position est la suivante : bien que je sois opposé à la guerre, je suis favorable à une intervention quand aucune autre option n'est possible, et telle est la situation présente, en raison des louvoiements de Saddam Hussein et de sa constante procrastination.

Le passé récent nous montre que seule une intervention militaire a pu mettre fin au bain de sang dans les Balkans et détruire le régime taliban en Afghanistan. Mais il y a plus : si la communauté internationale était intervenue au Rwanda, plus de 800 000 hommes, femmes et enfants n'auraient pas péri là-bas. De même, si les grandes puissances européennes étaient intervenues pour contrer les ambitions agressives d'Adolf Hitler en 1938 au lieu de lui proposer des mesures d'apaisement à Munich, l'humanité aurait été protégée des horreurs sans précédent de la Seconde Guerre mondiale.

Ce raisonnement s'applique-t-il à la situation qui prévaut actuellement en Irak ? Je crois que oui. Hussein doit être arrêté et désarmé. Même nos alliés européens qui, pour le moment, sont en désaccord avec nous, sont d'accord sur le principe, mais ils insistent pour attendre encore. Le temps joue cependant toujours en faveur du dictateur. Hussein a réussi à cacher ses armes biologiques et son but est désormais de choisir le moment et le lieu où il les utilisera. Voilà la raison pour laquelle il a expulsé, il y a quatre ans, les inspecteurs de l'ONU. S'il semble à présent offrir quelques concessions ponctuelles, ne doutons pas que ce soit parce que les troupes américaines sont massées à ses frontières.

Dans certains milieux politiques, on réclame des preuves démontrant que Hussein possède encore des armes prohibées. Certains gouvernements européens, de toute évidence, n'ont aucune confiance dans les affirmations du secrétaire d'État américain, Colin Powell, quand il dit que Hussein dispose de telles armes. Personnellement, je le crois, et voici mes raisons.

Colin Powell est un grand soldat et un homme qui n'aime pas la guerre. C'est lui qui a convaincu le président Bush père, en 1991, de ne pas entrer à Bagdad. C'est aussi lui qui a conseillé au président actuel de ne pas contourner le système des Nations unies. S'il affirme qu'il dispose de preuves du mépris criminel de Hussein à l'égard des résolutions des Nations unies, je le crois. Je pense qu'un homme d'un tel calibre ne risquerait pas sans raison son nom, sa carrière, son prestige, son passé, son honneur.

Nous savons bien, et depuis longtemps, que le tyran de Bagdad est un meurtrier qui a fait assassiner des personnes par milliers. À la fin des années 80, il a ordonné l'exécution par gaz toxiques de plusieurs dizaines de milliers de ses concitoyens. En 1990, il a envahi le Koweït. Après sa défaite, il a mis en feu ses puits de pétrole, causant par là un des pires désastres écologiques de l'histoire. Il a dirigé contre Israël des missiles Scud, alors qu'Israël n'était pas un pays engagé dans ce conflit. Il aurait dû être traduit pour crimes contre l'humanité devant les tribunaux internationaux. Le président serbe Slobodan Milosevic a été arrêté et mis en procès pour bien moins.

Il faut ajouter au dossier le récent entretien accordé par Saddam Hussein au journaliste de CBS Dan Rather. Quand je l'entends déclarer qu'en 1991 l'Irak n'a pas été défait, je m'interroge sur sa lucidité; il semble vivre dans un monde fait d'imagination et d'hallucinations.

C'est donc la question, à proprement parler cauchemardesque, de savoir ce qu'un homme pareil compte faire de son arsenal non conventionnel, qui pousse plusieurs d'entre nous, plus que jamais, à soutenir l'intervention américaine. C'est maintenant, et non pas plus tard, qu'il faut affronter ce fou ; le fait qu'il dispose d'armes de destruction massive constitue la menace d'une conflagration qui pourrait s'étendre au-delà de ce que nous pouvons imaginer.

Ma position se ramène donc à ceci : nous avons une obligation morale d'intervenir là où le mal est au pouvoir. Aujourd'hui, c'est en Irak.